

L'incorrect

ESPACE DE LIBRES DÉBATS



H. ASSOULINE/OPALE/LEEMAGE

Privée de sa souveraineté politique, la France est incapable de mobiliser tous les moyens nécessaires à la protection de ses citoyens, selon Georges Kuzmanovic.

“La souveraineté populaire, fondement de notre identité”

Pour **Georges Kuzmanovic**, ancien orateur national de La France insoumise et président de République souveraine, la crise du coronavirus amorce la fin du néolibéralisme. Entretien.

Propos recueillis par Solange Bied-Charreton

Après la minimisation de la gravité du virus et de sa contagiosité, les Français ont eu droit au mensonge pour dissimuler la pénurie. Désormais, c'est à l'incapacité à tester massivement qu'ils sont confrontés... Le gouvernement actuel échappera-t-il à notre jugement collectif?

Le monde d'après la crise sera différent et le gouvernement devra s'effacer et rendre des comptes. Pour sa gestion calamiteuse de la crise du Covid-19 — mensonges

sur les stocks de masques et leur utilité, confinement tardif —, mais surtout pour l'idéologie qui le meut et qui détermine ses prises de décision, la même que celle qui a mû les gouvernements précédents, conduisant à l'affaiblissement de l'État et de la France: le néolibéralisme.

De nombreux collectifs de soignants, ceux que nous saluons chaque soir car ils sont au front pour nous protéger, ont d'ores et déjà porté plainte contre plusieurs membres du gouvernement. De nombreux citoyens leur



L'incorrect

ESPACE DE LIBRES DÉBATS

NGUYEN HUY KHAM/REUTERS



Confinement précoce et rigoureux, traçage massif de la population et... fermeture des frontières : à ce prix, le Viêt Nam remporte la guerre du coronavirus.

emboîtent le pas. Je crois que le jugement des Français sera éclatant, et ce sera légitime. Ils exigeront de revoir de fond en comble l'organisation de la société.

À quoi aurait ressemblé, selon vous, une France forte, celle qui aurait été préparée à affronter cette catastrophe sanitaire ?

Une France forte suppose un État fort capable de mobiliser en propre et sans assistance tous les moyens nécessaires à la protection de ses citoyens. Cela exige de prévoir des risques et des menaces parfois hypothétiques, et de planifier une riposte adéquate. Tout cela n'existe plus en France.

Après les alertes sanitaires précédentes comme le H1N1 ou le Sras, la France aurait dû maintenir des stocks importants et des capacités de production autonomes de masques chirurgicaux et FFP2. Côté stocks et organisation, notre pays s'était doté, en 2007, d'un outil très performant pour faire face aux catastrophes sanitaires, l'Eprus (Établissement de préparation et de réponse aux urgences sanitaires) ; il aurait fallu en maintenir les moyens, au départ ambitieux, au lieu de les diminuer puis de dissoudre l'établissement en 2016. Côté capaci-

tés de production, on mesure mieux aujourd'hui le désastre que représente la disparition d'entreprises stratégiques comme celle située à Plaintel dans les Côtes-d'Armor, capable de produire 20 millions de masques par mois, bradée en 2010 à la multinationale états-unienne Honeywell et fermée en 2018. Mais investir dans ces outils industriels aurait impliqué de ne pas voir le monde à travers une feuille Excel, comme un système libre-échangiste en flux tendus permanents.

Préparer la France aurait supposé d'avoir un personnel soignant plus nombreux et mieux rétribué dans toutes ses composantes, des aides-soignants aux médecins. Cela aurait surtout supposé d'avoir plus de lits et plus de moyens pour l'hôpital. Or, depuis trente-sept ans, gouvernements de gauche et de droite réduisent le financement de l'hôpital et lui imposent une gestion managériale imbécile au détriment d'une politique de soins. Sous Nicolas Sarkozy, 46 500 lits d'hôpitaux (!) ont été supprimés, 17 500 sous François Hollande ; Emmanuel Macron n'a que la médaille de bronze avec 4 170 lits supprimés, mais à sa décharge il ne restait plus que la peau sur les os. Une des raisons qui expliquent que certains pays résistent mieux au Covid-19 (Allemagne, Corée du Sud,

L'incorrect

ESPACE DE LIBRES DÉBATS

Japon), malgré parfois des populations plus âgées que la nôtre, tient au fait qu'ils ont plus de lits d'hôpitaux et plus de personnel soignant. Le Japon, par exemple, a 10 lits pour 1000 habitants; en France, c'est 3 pour 1000...

Cette vision néolibérale de la société nous handicape aujourd'hui, y compris financièrement. Les économies de bouts de chandelle qui sont déversées dans le tonneau des Danaïdes de la dette — qui ne sera jamais remboursée et ne sert qu'à engraisser les institutions financières privées — nous coûteront finalement dix fois plus cher. La sécurité sanitaire impose des dépenses. Elle exige qu'en temps normal, hors crise, nos soignants ne soient pas saturés de travail et que nos hôpitaux ne soient pas à la limite de l'explosion, pour disposer d'une marge. Ce n'est pas comme si les soignants n'avaient pas alerté sur ce problème depuis des années, notamment toute l'année dernière, ne recevant d'Emmanuel Macron et d'Agnès Buzyn que morgue, mépris et leçons financières à la petite semaine. Pour cela aussi il faudra rendre des comptes.

« Ce virus n'a pas de passeport », a dit le chef de l'État. Les porteurs du virus, si! En quoi ce tabou de la frontière vous semble-t-il emblématique de l'idéologie mondialiste?

La fermeture des frontières et la mise en quarantaine des entrants ont permis à plusieurs pays de ralentir la propagation du virus. C'est par exemple ce qu'a fait le Vietnam — un pays nettement moins puissant que la France —, limitant le nombre officiel d'infectés à 250 et celui de morts à zéro. D'autres facteurs entrent en ligne de compte, mais refuser de fermer les frontières, comme l'a fait la France — on se souviendra de la visite des supporters italiens, alors que l'Italie était déjà en pleine crise, et des pathétiques affichettes dans les aéroports proposées par la ministre de la Santé d'alors, Agnès Buzyn —, est purement idéologique. Ces gens réagissent de la même manière que le Politburo vieillissant à la fin de l'URSS: ils sont incapables d'ajuster leur vision du monde à la réalité du temps présent. Nous payons le prix des fantasmes de notre classe dirigeante.

De manière générale, cette crise sanitaire mondiale est un drame pour les tenants de l'idéologie néolibérale: contrairement à ce que prétendait Francis Fukuyama

au début des années 1990, l'histoire n'est pas terminée et elle est tragique. Le monde d'après devra dépasser ce cadre de pensée obsolète.

Une Europe « laide », « morte »... Que vous inspire le constat amer dressé par la presse italienne après la décision des Vingt-Sept de reporter l'examen de mesures plus fortes contre les conséquences économiques de la pandémie?

Je n'en suis pas surpris: c'est la simple description de la réalité. Et notons bien qu'elle vient d'un européiste, Giuseppe Conte, Premier ministre d'Italie. Mais comment penser autre chose de cette Union européenne (et non pas de l'Europe!) quand, en pleine crise, alors que des centaines d'Italiens, nos frères européens, mourraient, la Cour de justice de l'Union européenne condamne l'Italie à payer une amende de 7,5 millions d'euros, plus des astreintes, pour non-respect d'une obscure règle de concurrence?

Quelques millions, ce n'est rien pour le budget de l'État, mais symboliquement c'est un crachat au visage. Les Italiens ne l'oublieront pas, comme ils n'oublieront pas le soutien symbolique — peut-être inutile, mais « *c'est bien plus beau lorsque c'est inutile* », déclamait Cyrano de Bergerac — de l'orchestre du Théâtre national serbe, trouvant le moyen d'interpréter pour l'Italie meurtrie un *Bella Ciao*; et pourtant, il y a vingt ans, les bombardiers portaient des bases de l'Otan d'Italie pour attaquer la Yougoslavie. Voilà ce que devrait être l'Europe, celle des êtres humains et pas celle des « eaux glacées du calcul égoïste ».

Quel sera selon vous l'avenir de l'Union européenne après la crise que nous traversons?

Dans les pays les plus européistes, comme l'Italie, où l'Union européenne était perçue très positivement, c'est le dégoût qui l'emporte de plus en plus. Après le cas de la Grèce où la troïka (Commission européenne, Banque centrale européenne, Fonds monétaire international) a écrasé un peu plus un peuple déjà épuisé en lui imposant de détruire définitivement ses services publics, l'incapacité de l'Union à réagir et à organiser une riposte collective la condamne. Compte tenu du Brexit, après cette crise, il n'y aura qu'à pousser un peu pour que le château de cartes s'effondre.

Le mécanisme européen de stabilité (MES) risque d'être mis en place... Échapperons-nous à la mainmise allemande?

**“REFUSER
DE FERMER
LES FRONTIÈRES,
COMME L'A FAIT
LA FRANCE,
EST PUREMENT
IDÉOLOGIQUE.”**



L'incorrect

ESPACE DE LIBRES DÉBATS

ROUANET/VOIX DU NORD/MAXPPP



L'armée française, sollicitée pendant cette période de crise, manque cruellement de moyens pour mener à bien ses missions.

Un gouvernement souverain devrait le refuser. Échapper à la mainmise allemande est une question de courage politique, mais je n'en crois pas ce gouvernement capable. Il vénère l'Allemagne et sa politique plus que la France, comme le prouve l'insupportable traité d'Aix-la-Chapelle — summum des capitulations face aux exigences allemandes, qui organise un transfert de souveraineté de la France à l'Union européenne (en fait à l'Allemagne) selon la formule ânonnée par Emmanuel Macron de la “construction d'une souveraineté européenne”.

Une remarque à nos amis allemands qui refusent même les “coronabonds” : en 1953, nous effaçons collectivement la dette de leur pays, pourtant bien légitime, elle, puisqu'elle correspondait aux coûts liés à la destruction de la moitié de l'Europe et aux massacres innombrables dus à leur volonté d'expansion. Cela a permis à l'Allemagne de se développer. Son attitude actuelle envers les autres est, au regard de ce précédent, inacceptable.

Le 30 mars dernier, le Parlement hongrois a donné les pleins pouvoirs à Viktor Orbán. La presse s'est empressée de dénoncer une dictature. En France,

depuis que la pandémie a pris de l'ampleur chez nous, c'est l'état d'urgence sanitaire qui est toutefois décrété. En Espagne, en Italie, il y a l'armée dans les rues pour faire respecter les mesures de confinement... Quel regard portez-vous sur la situation hongroise et sur les jugements venus de démocraties qui se veulent exemplaires?

Tout d'abord, une remarque concernant l'armée et notre pays. Nos armées sont exsangues. Le général Lecointre, chef d'état-major des armées (Cema), souligne régulièrement qu'il y a inadéquation entre les missions et les moyens alloués par l'État ; et avant lui, le général de Villiers en avait fait de même, provoquant l'ire d'Emmanuel Macron dans un épisode de médiocrité politique mémorable.

Il faut également rappeler qu'en France, contrairement à bien des démocraties, l'armée circule dans nos rues dans le cadre de l'opération Sentinelle, censément antiterroriste. Or un rapport parlementaire publié déjà sous François Hollande en montre l'inutilité. Cette mission fatigue plus encore nos militaires qui donnent déjà beaucoup de leur personne en rotation lors des opérations extérieures sur bien des fronts, dont le plus notable est le Sahel.

L'incorrect

ESPACE DE LIBRES DÉBATS

De façon plus générale, les militaires ne devraient pas circuler dans les rues de nos villes: ce n'est pas leur fonction. Depuis Nicolas Sarkozy, la doctrine militaire a été sensiblement modifiée dans un sens contraire aux valeurs de la République. Le président avait alors fait rédiger un "Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale", créant pour la première fois la confusion entre les questions de défense et de police. Or chaque force de l'ordre devrait avoir son rôle. D'autant que — on l'oublie — la gendarmerie est une composante de l'armée avec des attributs de police; cela devrait suffire.

Ce qu'il faudrait cependant, c'est un retour à un service national renouvelé, mixte, d'un an et à composante militaire, que je prône depuis toujours: un quart d'une classe d'âge, soit 200 000 jeunes, pourrait servir sous les drapeaux dans le sillage des conscrits de Valmy, les autres trois quarts pourraient effectuer un service civil (pompiers, police, protection civile, eaux et forêts, associations d'utilité publique, etc.). Ce service non seulement permettrait de bâtir une identification collective positive à la nation, mais également constituerait une force coordonnée capable de se mobiliser au bénéfice de l'ensemble de la société en temps de crise.

Concernant Viktor Orbán, ceux qui le condamnent, gonflés de leur bien-pensance, devraient commencer par s'offusquer des poussées dictatoriales dans nos contrées, à commencer par l'attitude de la Commission européenne face à la Grèce. Néanmoins, je pense que Viktor Orbán ne saurait être un modèle et qu'il partage les travers de toutes les oligarchies, profitant d'une situation de crise pour maximiser son pouvoir et celui de son clan. C'est la stratégie du choc dont l'Union européenne, les multinationales financières et les banques sont friandes. Certaines initiatives d'Orbán vont peut-être dans le sens de la souveraineté nationale de son pays, la Hongrie, et c'est fort bien, mais au détriment de la souveraineté populaire, c'est-à-dire de la démocratie. En Français et en républicain, je considère que la souveraineté nationale est

inséparable de la souveraineté populaire — c'est inscrit dans l'article 3 de notre Constitution: « *La souveraineté nationale appartient au peuple qui l'exerce par ses représentants et par la voie du référendum. Aucune section du peuple ni aucun individu ne peut s'en attribuer l'exercice.* » Nos élites de gauche et de droite semblent l'avoir oublié quand elles ont imposé l'unique traité de Lisbonne en 2008, en s'asseyant sur le non massif au traité constitutionnel européen (TCE) au référendum de 2005.

La souveraineté populaire est une des composantes centrales de notre identité nationale que le général de Gaulle exprimait très bien en déclarant: « *La démocratie, c'est le gouvernement du peuple exerçant la souveraineté sans entrave* »; on est loin de Viktor Orbán.

Dans la gestion même de la crise et dans les perspectives économiques de l'après-crise, est-ce que cette pandémie ne signe pas le déclassement définitif du monde occidental par rapport à l'Asie du Nord-Est?

Je ne le crois pas. L'histoire est un grand balancier. Nous revenons tout simplement petit à petit à la situation internationale qui a précédé la révolution industrielle du XIX^e siècle où les économies des pays du monde étaient plus ou moins équivalentes.

Pour moi, plus d'égalité entre les pays et les peuples n'est pas un drame, au contraire. Et puis si certains craignent la puissance asiatique, qu'ils rapatrient ces innombrables industries délocalisées en Asie dans le seul but de payer moins de salaires en France. Cela implique une politique de souveraineté et de protectionnisme, qui ne signifie pas le renfermement sur soi et n'empêche pas les coopérations internationales. La France est toujours une grande nation, économiquement, culturellement, scientifiquement et symboliquement — ce qui n'est pas le cas de beaucoup de pays. À nous de donner la chance à nos jeunes de s'exprimer, de devenir ingénieurs, artistes, médecins, bâtisseurs, ouvriers qualifiés, agriculteurs passionnés, reconnus et estimés, de donner à ces vrais premiers de cordée qui font tourner la société quand vient la crise l'opportunité de faire la grandeur de la France. Cela implique de cesser de favoriser exclusivement la finance et de choisir un président qui conseillerait aux jeunes non pas de devenir milliardaires, mais de réussir leur vie en contribuant au bonheur de la collectivité. Ce seront alors les nouveaux "jours heureux" auxquels appelle notre mouvement République souveraine. ●

**"DONNER
À CES VRAIS
PREMIERS
DE CORDÉE
QUI FONT
TOURNER
LA SOCIÉTÉ
QUAND VIENT
LA CRISE
L'OPPORTUNITÉ
DE FAIRE
LA GRANDEUR
DE LA FRANCE."**